



## ARRÊTÉ

### Portant modification de la circulation et interdiction de stationner

N° 136/2023

**Objet :** Travaux de remplacement de câbles ENEDIS – impasse Jean-Baptiste Bataillé

**Le Maire de la Commune de Boucau,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n°82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu l'arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière,

Vu le Code de la Route,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative au Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** la demande présentée par l'entreprise SDEL RESEAUX AQUITAINE domiciliée à ANGLET (64) en date du 23/05/2023 relative à des travaux de réalisation de tranchée en traversée de rue pour remplacement de câbles impasse Jean-Baptiste Bataillé, pour le compte de ENEDIS,

**Considérant** qu'il importe d'assurer la sécurité et la continuité de la circulation au droit du chantier,

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Des mesures restrictives à la circulation seront prises, en fonction des nécessités du chantier :

- du mardi 30 mai au vendredi 2 juin 2023 ;
- entre le numéro 2 et le numéro 6 de l'impasse Jean-Baptiste Bataillé ;
- la circulation sera maintenue uniquement pour les riverains avec mise en place de plaques de passage ;
- Interdiction au VL et PL de stationner et de dépasser à hauteur du chantier ;
- La vitesse sera limitée à 20km/h ;

**ARTICLE 2<sup>ème</sup>** : Le stationnement sera interdit au droit du chantier. Le Pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir l'accès et la sécurité des piétons, usagers et riverains.

**ARTICLE 3<sup>ème</sup>** : La pré signalisation, la signalisation de position et les mesures de protection du chantier nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies, mises en place et maintenues en état par le pétitionnaire pendant toute la durée du chantier. Un soin particulier sera apporté au balisage du chantier après départ de l'entreprise le soir. L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

**ARTICLE 4<sup>ème</sup>** : Le pétitionnaire demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

**ARTICLE 5<sup>ème</sup>** : En application des dispositions de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Pau (par

dépôt sur place, voie postale ou voie dématérialisée ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de 2 mois à compter de la notification à l'intéressé de son affichage, selon les règles en vigueur, ou de sa notification.

**ARTICLE 6<sup>ème</sup>** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7<sup>ème</sup>** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

1. Monsieur le Président des Services de Secours des Pyrénées atlantiques,
2. Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police de Bayonne,
3. Monsieur le Brigadier-Chef Principal de Police Municipale,
4. Monsieur le responsable des collectes de la CAPB,
5. Messieurs les Directeurs des Transports Chronoplus-Basque bondissant
6. Le pétitionnaire pour attribution

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est affiché sur les lieux et en Mairie.

Notifié le :

**24 MAI 2023**

BOUCAU, le 23 mai 2023

Le Maire,

Francis GONZALEZ

